



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Les voyous, ce sont l'État et les patrons qui licencient.

Contre leur politique, reconstruire un rapport de force
pour imposer notre droit à vivre dignement.

BULLETIN AUTO NPA LORRAINE NORD – PSA TREMERY & METZ-BORNY – 11 OCTOBRE 2016

En janvier, il y avait eu la condamnation à neuf mois de prison ferme pour 8 syndicalistes de l'usine Goodyear d'Amiens. Condamnés comme des criminels pour avoir « séquestré » pendant 30 heures deux cadres, en s'opposant à la fermeture de leur usine qui jetait 1 143 travailleurs sur le carreau.

Mardi et mercredi dernier, c'était au tour de 15 salariés d'Air France d'être jugés au Tribunal de Bobigny, suite à l'épisode des chemises arrachées. Des peines de 2 à 4 mois de prison avec sursis ont été requises contre cinq d'entre eux pour « violence en réunion » et 1 000 € d'amende contre les onze poursuivis pour « dégradation ».

De ce procès, le journal « Le Monde » n'aura retenu que les vidéos des « visages hagards » des deux Directeurs ressources humaines « tentant d'échapper à une meute en colère » ! Mais pas un mot pour dénoncer la « violence » des annonces des dirigeants d'Air France : la suppression de 2.900 emplois. Pas un mot de compassion, non plus, pour ceux et celles venus manifester leur refus de voir leurs vies partir en lambeaux, et pas seulement leurs chemises.



Il faut une politique anticapitaliste

Face à ce massacre social, les solutions politiques de la droite comme de la gauche de gouvernement sont identiques. Pour elles, face à la mise en concurrence mondialisée, pas d'autres solutions que d'aider encore et toujours les entreprises, à flexibiliser davantage l'emploi, à baisser les « charges » qui sont une partie de notre salaire, à préserver l'emploi « en France » ou l'emploi des « Français »...

Pour eux, pas question de remettre en cause la dictature patronale. Pourtant, nous avons besoin de mesures radicales qui donnent l'envie de se mobiliser. A commencer par l'interdiction des licenciements et la réduction massive du temps de travail, sans réduction de salaire, jusqu'à disparition du chômage.

Pour y parvenir, il faudra en finir avec la propriété capitaliste. C'est pourquoi nous défendons la nécessité d'exproprier les entreprises qui licencient. Et de confier la production et son organisation aux salariés afin de satisfaire les besoins sociaux, sous le contrôle de la population.

Un patronat à l'offensive

Après avoir été confronté à 4 mois de mobilisations contre la loi travail, le patronat est repassé à l'offensive. Depuis plusieurs semaines, dans tout le pays, dans tous les secteurs, les plans de suppressions d'emplois se succèdent : chez SFR, Philips, Servier, Gefco, HSBC, Intel et tant d'autres. En cette rentrée, c'est plus de 40 000 suppressions d'emplois qui sont annoncées.

Résultat : après avoir claironné en août que la courbe du chômage s'inversait, avec « son niveau le plus bas depuis 2012 », le gouvernement annonce une nouvelle progression du nombre des chômeurs au mois d'août. Toutes catégories confondues, on arrive à 6,275 millions de demandeurs d'emplois. Où est donc passé le million d'emplois promis par Gattaz, le chef du MEDEF, en échange de l'instauration du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) ? Il a pourtant coûté près de 19 milliards à l'État, rien qu'en 2015, soit un tiers des recettes de l'impôt sur les sociétés.

Construire la riposte

Il y a donc urgence à coordonner tous les secteurs touchés par les suppressions d'emplois ou par la répression qui frappe ceux et celles qui s'opposent à la politique du patronat et du gouvernement. Et à reprendre l'offensive débutée au printemps contre la Loi El Khomri. Parce que les capitalistes ne connaissent qu'une règle : le rapport de forces.

Les 19 et 20 octobre à Amiens, le rassemblement de soutien aux 8 syndicalistes de Goodyear – à l'occasion de leur procès en appel – doit être l'occasion de commencer à modifier ce rapport de forces.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook ...



SMART, VALEO ... ILS VEULENT EN FINIR AVEC LES 35H.

Depuis lundi dernier les salariés de l'usine Smart de Hambach en Moselle travaillent 39h payées 37 h. On se rappelle l'odieux chantage de la direction de Smart l'an dernier. C'est cela, où l'usine ferme. Vu l'opposition des syndicats majoritaires CGT et CFDT, et pour arriver à ses fins, elle a d'abord organisé un referendum, puis a fait signer à chaque salarié un avenant à son contrat de travail. Refuser de signer signifiait le licenciement à coup sûr. Un genre d'application anticipée de la « loi travail ». Aujourd'hui, c'est chez Valeo-Angers que sous prétexte d'améliorer la productivité, la direction veut faire passer 800 salariés de 35 à 40h, en trois équipes, avec le même salaire. Même avec les jours de RTT proposés, cela correspondrait à 136h récupérées gratuitement par la direction. Sans compter les risques pour la santé. Le travail gratuit pour engraisser les actionnaires, ça suffit !

PSA TREMERY : LA DIRECTION FAIT LA SOURDE OREILLE.

La direction se voyant dans l'obligation de mettre en application la loi sur la pénibilité a déployé un plan d'action visant à réduire notre exposition aux bruits de l'usine. Ce n'est pas dans un élan d'humanisme et de bonté que la direction a agi mais bien parce qu'elle risquait de devoir payer une cotisation et de nous permettre d'être plus rapidement en retraite. Tandis qu'elle aurait dû investir pour insonoriser les machines, la direction a rendu obligatoire le port des bouchons d'oreilles dans toute l'usine y compris dans les zones les moins exposées. PSA préserve ses finances plus que ses salariés.

Le Front National aux côtés des pauvres ou contre eux, c'est quand ça l'arrange.

Pour justifier son ignoble campagne contre l'accueil des réfugiés, le FN se fait passer pour un groupe de défense des pauvres et des chômeurs auxquels il faudrait réserver les aides publiques. Ce qui ne les empêche pas, dans les communes qu'ils dirigent, de couper les vivres aux associations qui agissent dans les quartiers populaires. Dernier exemple en date : à Hayange en Moselle le maire Front National avait déjà décidé de ne plus subventionner le Secours Populaire, il vient maintenant de leur envoyer huissier et police municipale pour les expulser du local qu'il occupe depuis des années. Tout un symbole.

SCANDALE HUMANITAIRE A METZ.

A Metz, des centaines de réfugiés, dont des enfants et des personnes en mauvaise santé, viennent d'être démenagées d'un bidonville à l'autre. La misère était trop visibles pour la mairie et la préfecture, mais bien sûr ils n'ont pas relogés dignement ces personnes qui fuient la misère de leur pays d'origines – pour la plupart des pays de l'Europe de l'est - et se retrouvent à la rue ici dans des conditions épouvantables. Les autorités sont capables de dépenser l'argent public pour un nouveau palais des congrès mais pas pour un minimum de solidarité, sans parler de leur refus de réquisitionner quelques-uns des milliers de logements vides de Metz... De notre côté ne nous laissons pas diviser par le racisme car les réfugiés sont de notre camp et ils ont besoin de tout notre soutien.

CHSCT PSA : DES ELECTIONS DIGNES D'UNE DICTATURE!

L'application du NEC commence et un nouveau IC-CHSCT a dû être élu pour défendre au niveau du groupe, l'hygiène, la santé et les conditions de travail des salariéEs. Tout était bien ficelé pour écarter les syndicats combattifs de cette instance au détriment de la démocratie et de la représentativité. PSA, épaulé par ses « fidèles partenaires », a ainsi quasiment évincé la CGT 1er syndicat du groupe. Cela donne une idée des méthodes que le patronat est prêt à utiliser pour se débarrasser de toutes contestations quand il s'agira notamment de sous-traiter ses activités.

Les droits des femmes ne sont jamais acquis... mais la lutte paye !

En Pologne, trois jours après des manifestations ayant réunies plus de 100 000 « femmes en grève », contre une proposition de loi visant une interdiction totale de l'avortement, le parti ultra-conservateur au pouvoir a finalement rejeté le texte et reculé sous la pression de la rue. Si les plus réactionnaires, au premier rang desquels l'Eglise, n'ont donc pas réussi à revenir sur les trois cas pour lesquels l'avortement est permis en Pologne (viol, inceste, malformations fœtales), l'IVG en général reste interdite !... Comme dans 4 autres pays européens : Irlande, Chypre, Andorre et Malte. Et même là où elle est légale, y accéder est souvent bien difficile, comme en Italie où plus de 70 % des médecins refusent de la pratiquer ! Le gouvernement polonais a reculé, mais le combat des femmes doit continuer pour que leurs droits ne reculent pas. Et pas seulement en Pologne.

1^{er} FESTIVAL POUR LA PALESTINE

Les 21 & 22 octobre à l'Espace Clovis (Metz).

Le collectif BDS rappellera l'existence de l'oppression et de l'apartheid à l'encontre des Palestiniens ainsi que la poursuite de leur résistance et de leur lutte pour le respect droit international par Israël.

Programme complet sur
Facebook

